

LA CROIX

« En Afrique, l'Église n'est plus une institution intouchable »

Par Recueilli par Laurent Larcher et Loup Besmond de Senneville, le 11/7/2017 à 05h36

Plusieurs Églises catholiques d'Afrique centrale sont directement menacées par le pouvoir politique. Entre silence et prise de parole, la réaction des responsables catholiques est loin d'être uniforme. Entretien avec Laurent Duarte, coordinateur du collectif « Tournons la page ».



La Croix : Pourquoi l'Église catholique est-elle directement menacée par certains régimes en Afrique ?

Laurent Duarte : L'Église est prise à partie dans des pays où les pouvoirs ne supportent pas qu'on leur résiste. Ils perçoivent ainsi toute opposition comme une menace. On a souvent pensé que la répression de l'Église catholique par les pouvoirs en place était liée aux élections. Mais ce n'est pas le cas. Que ce soit à l'approche des élections ou non, les évêques font les frais de pressions fortes, comme d'autres organisations d'opposition.

Dans certains pays d'Afrique, l'Église n'est plus l'institution intouchable qu'elle a longtemps été. Il est plus facile pour un pouvoir de l'attaquer aujourd'hui, qu'il y a vingt ou trente ans. La logique répressive de certains gouvernements fragilise évidemment la possibilité de monter au créneau.

ENQUÊTE : En Afrique, l'Église catholique sous pression

D'autant que du côté du Vatican, il n'est pas sûr que l'on encourage franchement les évêques à aller dans ce sens. L'exhortation apostolique *Africae munus* de 2011, qui appelait l'Église africaine à œuvrer pour une plus grande justice dans la société, apparaît comme une lettre d'intention. Cependant, la

préoccupation pour la gouvernance, la participation citoyenne et l'idée de dignité sont de plus en plus portées par les Églises locales, en premier lieu par le réseau Justice et Paix.

LIRE AUSSI : L'exhortation « Africae munus » demande une remise en ordre interne de l'Église africaine

Les Églises africaines sont-elles solidaires entre elles pour supporter les pressions ?

L. D. : Les instances catholiques régionales, comme l'Association des Conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale (Acerac), sont relativement faibles. De ce fait, les évêques ont souvent du mal à sortir d'une logique strictement nationale. En ce moment, beaucoup de conférences épiscopales regardent vers la RD-Congo (RDC), qui peut faire figure de modèle, mais il n'y a aucune action commune. Si des signes de solidarité existent, ils sont mis en œuvre par les Caritas du continent, qui tentent de se structurer pour mieux travailler ensemble.

Quels sont les principaux ennemis de l'Église catholique ?

L. D. : Le premier ennemi de l'Église catholique, c'est elle-même. Si elle ne renouvelle pas son approche dans un continent où 78 % de la population a moins de 18 ans, elle risque de ne plus être audible. Il faut qu'elle apprenne à s'adresser aux jeunes, sans quoi elle risque de les perdre. Elle doit aussi prendre garde à ne pas se diviser. Une conférence épiscopale affaiblie aura beaucoup de mal à prendre la parole.

Par ailleurs, la forte progression des pentecôtistes, qui passe souvent par la promotion de logiques très individualistes, contribue aussi à la fragiliser.

POUR COMPRENDRE : Les pentecôtistes

Enfin, elle est directement menacée par les régimes dictatoriaux. Ils la contraignent par la violence et la force au silence afin de la rendre inoffensive. La logique répressive est aujourd'hui présente en Afrique centrale.

Quel rôle les laïcs jouent-ils ?

L. D. : Même si l'on observe une montée en puissance des laïcs, l'Église catholique en Afrique est encore très cléricale. Les postes clés sont le plus souvent occupés par des prêtres. Cela dit, des réseaux se constituent où se mêlent des mouvements d'Église et la société civile, des laïcs et des clercs comme le collectif Tournons la Page, dont je suis le coordinateur. Nous ouvrons des antennes dans de plus en plus de pays africains.

Sur quelles grandes figures l'Église d'Afrique peut-elle s'appuyer pour s'engager sur le terrain politique ?

L. D. : Outre Mgr Luis Portella, l'évêque de Kinkala (Congo-Brazzaville), on peut évoquer le cardinal Laurent Monsengwo, archevêque de Kinshasa, mais aussi le Père Donatien Nshole, secrétaire général de l'épiscopat congolais (RDC). Je pourrais encore citer le Père Gustave Sanvee, le secrétaire général de la commission Justice et paix au Togo, ainsi que Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, évêque de Dolisie (Congo Brazzaville).

Recueilli par Laurent Larcher et Loup Besmond de Senneville